

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.567/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Ministre des Affaires étrangères, le 21 novembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 25 septembre 1998 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations", a donné le 18 février 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.567/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 november 2001 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 25 september 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties", heeft op 18 februari 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet d'arrêté ministériel apporte quelques modifications à l'arrêté ministériel du 25 septembre 1998 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations. Comme il a été souligné dans l'avis 32.566/4, donné ce jour, certaines de ces modifications devraient être directement intégrées dans le projet d'arrêté royal faisant l'objet de cet avis, les délégations au ministre étant parfois excessives.

Il en va notamment ainsi de l'article 2, du projet, examiné qui décrit les procédures de suspension et de retrait d'agrément des ONG, des articles 6, 7, 8 et 11, du projet, en tant qu'ils concernent des éléments essentiels du statut du coopérant et de l'article 14 du projet qui détermine le contenu de l'activité qui consiste en l'envoi de personnes auprès des partenaires locaux.

L'arrêté ministériel en projet doit en conséquence être fondamentalement revu.

2. L'arrêté ministériel du 25 septembre 1998, précité, fait référence à plusieurs montants exprimés en francs. Si certains de ces montants sont convertis en euros par le projet, d'autres ne sont pas visés. Cette adaptation devra également intervenir.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 2

Outre l'observation générale 1, cette disposition appelle les observations ci-après.

.../...

Observation préliminaire

L'hypothèse dans laquelle certains manquements graves sont de nature à justifier, en urgence, une mesure provisoire de suspension du paiement des subventions devrait faire l'objet d'un dispositif distinct, organisant de manière spécifique l'exercice des droits de la défense. Dans chacun des cas envisagés, la procédure doit être décrite en suivant le déroulement logique de ses différentes phases.

L'article 2 doit être réécrit dans cette perspective.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations particulières ci-après.

1. Selon la disposition en projet, une procédure de suspension ou de retrait d'agrément peut intervenir lorsque l'ONG "ne satisfait plus aux critères d'agrément, qu'il est constaté que des fautes graves ont été commises dans l'exécution des dispositions de cet arrêté et de ses modalités d'application ou que l'ONG refuse de collaborer à l'exécution du contrôle".

Si l'on compare ces griefs avec ceux retenus par l'article 5, § 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 18 juillet 1997, précité (article 7 dudit projet), il apparaît également que l'agrément pourra être suspendu ou retiré si une ONG "trompe gravement la confiance du public, si elle fait preuve d'une déficience grave dans l'exécution des dispositions de cet arrêté (...)".

Sous la réserve de l'observation formulée sous l'article 7 du projet d'arrêté royal examiné ce jour sous l'avis 32.566/4, il convient que les deux textes consacrent les mêmes griefs afin d'éviter des divergences d'interprétation.

.../...

2. Selon le paragraphe 3, en projet, "L'ONG dispose d'un délai de soixante jours calendrier, à partir du jour suivant la réception de la lettre recommandée visée au § 1, pour faire valoir sa position par rapport aux manquements constatés, dans une lettre de réclamation adressée au Ministre".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'ONG ne pourrait pas également se défendre par rapport aux mesures provisoires qui sont décidées à son encontre, ces mesures étant étroitement liées à la gravité des manquements constatés dans le chef de cette ONG, notamment, lorsque ces mesures sont notifiées dans une "nouvelle lettre motivée" à laquelle le paragraphe 3 ne fait pas référence.

Mieux vaudrait également préciser que l'ONG doit envoyer par lettre recommandée au ministre les moyens de sa défense.

3. Le paragraphe 3, alinéa 2, en projet, dispose encore que "L'ONG a le droit d'être entendue par le ministre pendant ce délai, et dispose de tous les droits de la défense". Cette disposition devrait indiquer clairement le contenu de ces droits de la défense, s'agissant d'une procédure administrative. Ainsi, dans quel délai l'ONG pourra-t-elle consulter le dossier administratif contenant les résultats de l'enquête administrative ? Pourra-t-elle se faire assister de la personne de son choix ?

4. Suivant le paragraphe 5, alinéa 2, en projet, pendant la période de suspension de l'agrément, le ministre "peut prévoir des mesures conservatoires pour garantir les résultats des activités en cours". Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée de ces mesures conservatoires. Il ressort des explications de la déléguée du Secrétaire d'Etat, que le terme "conservatoires" n'est pas approprié. L'idée est de notamment permettre au ministre de désigner une autre ONG qui assumera en partie les missions de l'ONG défaillante.

.../...

Cette intention devrait être plus clairement exprimée dans le texte en projet

5. Au paragraphe 7, l'hypothèse dans laquelle le retrait peut être ordonné doit être visé de manière alternative et non, comme au projet, de manière cumulative.

6. Au paragraphe 8, en projet, il y a lieu de remplacer les termes "au point 5" par les termes "au paragraphe 5".

7. Compte tenu de l'observation générale 2 formulée dans l'avis 32.566/4, précité, les paragraphes 9 et 10 doivent être omis.

Article 14

Outre l'observation générale 1, il est également renvoyé à l'observation formulée sous l'article 11, du projet d'arrêté royal examiné ce jour sous l'avis 32.566/4.

Article 18

Selon cette disposition, il s'agit de remplacer l'article 21, alinéa 2, première phrase, de l'arrêté ministériel du 25 septembre 1998, précité. Or, le Conseil d'Etat se demande si la modification en projet ne concerne pas l'entière du second alinéa.

Il ressort des explications de la déléguée du Secrétaire d'Etat que tel est bien le cas. La phrase liminaire de cette disposition sera dès lors corrigée en ce sens.

.../...

Article 20

Selon la déléguée du Secrétaire d'Etat, l'effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002 ne se justifie pas pour toutes les dispositions du projet énumérées à l'article 20. Il convient dès lors de revoir cette disposition afin de limiter l'effet rétroactif à ce qui est strictement nécessaire à la sécurité juridique.

OBSERVATIONS CONCERNANT LES ANNEXES

1. Les modèles de "programme", "de plan d'action" ou de "rapport financier" figurant aux annexes accompagnant l'arrêté ministériel en projet, ne peuvent pas contenir des règles qui ne seraient pas consacrées dans le dispositif lui-même. Les annexes doivent principalement détailler le contenu des dispositions de l'arrêté mais ne peuvent pas en modifier le sens ou compléter ce dispositif par d'autres exigences.

Or, certaines annexes en projet ne se contentent pas d'être descriptives mais déterminent le contenu de certaines obligations comptables qui pèsent tantôt sur les ONG bénéficiant d'un subside, tantôt sur les partenaires locaux.

L'auteur du projet veillera donc à ce que les annexes en projet se limitent à présenter le cadre dans lequel le demandeur doit fournir les chiffres et les informations nécessaires à l'examen de sa demande.

Annexe 2

Les commentaires qui précèdent la présentation des différentes parties du programme concernent notamment l'énumération des différents critères qui seront pris en considération pour apprécier la qualité d'un programme présenté par une ONG ou un groupement d'ONG.

S'agissant d'un "groupement" d'ONG, il est renvoyé à l'observation générale 2 formulée dans l'avis 32.566/4, précité.

.../...

Les critères doivent être insérés dans l'arrêté royal du 18 juillet 1997, précité, en ce qu'ils constituent des éléments essentiels de la matière.

Ces critères seront en conséquence omis de l'annexe 2 en projet.

Annexe 5

Cette annexe décrit le contenu du Rapport financier mais détermine également certaines obligations dans le chef des ONG bénéficiant du subsidie. Ainsi, celles-ci doivent mettre à la disposition de l'instance de contrôle belge, "toutes les pièces comptables et les pièces justificatives" telles que des "extraits de comptes, des récépissés, des justificatifs de paiement, des factures, des pièces comptables, des notes de frais, des documents de revalorisation, des cartes d'embarquement etc ...". De même que pour les dépenses opérées par le partenaire local, l'ONG doit aussi disposer de ces pièces comptables et justificatives ou disposer d'un rapport d'audit sur la comptabilité de l'organisation locale.

De telles obligations doivent clairement apparaître dans le dispositif de l'arrêté royal du 18 juillet 1997, précité.

Annexe 5bis

1. S'agissant d'un "groupement" d'ONG, il est renvoyé à l'observation générale 2 formulée dans l'avis 32.566/4, précité.

2. Cette annexe concerne également les subsides octroyés aux ONG par d'autres pouvoirs publics. Ici aussi, l'annexe détermine dans quelle mesure ces subsides peuvent intervenir dans l'apport de l'ONG pour des activités de type "financement du partenaire", "éducation" et "offre de services".

Sur ce point, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 15 du projet d'arrêté royal examiné ce jour dans l'avis 32.566/4.

3. Parmi les documents qui ont été transmis au Conseil d'Etat figure un tableau intitulé "Rapport financier - Modèle 7C" ainsi que "Plan action année (...)" ne portant aucune référence à une annexe précise.

Selon les explications de la déléguée du Secrétaire d'Etat, ce tableau doit être joint à l'annexe 5bis, de même que les tableaux contenant les modèles 1, 2, 3, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 5, 6, 7a, 7b et 7d du rapport financier.

OBSERVATIONS GENERALES DE LEGISTIQUE ⁽¹⁾

Observations générales

1. Les modifications apportées à un article doivent être groupées sous un seul article modificatif.

2. Quand une disposition modificative remplace un article en son entier, il convient de réécrire le numéro de l'article.

3. Les modifications apportées à un texte doivent être placées entre guillemets.

⁽¹⁾ Pour la rédaction de l'arrêté ministériel en projet, ses auteurs pourront utilement se référer à la nouvelle circulaire de légistique formelle (novembre 2001) établie par le Conseil d'Etat. Celle-ci peut être consultée sur le site «<http://www.raadvst-consetat.be>».

4. Mieux vaut écrire "§ 1^{er}" à la place de "§ 1".

5. Selon l'usage, il y a lieu d'écrire "euros" et non "EUR".

Observations particulières

Préambule

1. Dans le texte néerlandais, à l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "inzonderheid op artikel 10" in plaats van "inzonderheid artikel 10".

2. L'alinéa 2 doit être complété par les mots ", partiellement annulé par l'arrêt n° 78.315 du Conseil d'Etat, et modifié par l'arrêté royal du (...);".

3. Dans le texte néerlandais, à l'alinéa 5, il y a lieu d'écrire : "Gelet op de 0akkoordbevinding van de Minister van Begroting van (..)".

4. L'alinéa 6 sera remplacé par les deux alinéas suivant :

"Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.567/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Annexes

Il convient d'insérer à la fin de chaque annexe du projet la formule suivante :

"Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du (...) modifiant l'arrêté ministériel du 25 septembre 1998 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997

.../...

relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations".

En outre, chacune des annexes sera signée par le signataire de l'arrêté ministériel en projet, en l'occurrence le Secrétaire d'Etat à la coopération au Développement.

Observations d'ordre linguistique

Le texte néerlandais du projet laisse à désirer du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes que sont faites ci-après quelques propositions de texte.

Dans tout le projet mieux vaudrait écrire "subsidie(s), subsidieaanvraag, gesubsidieerd", au lieu de "toelage(n), toelageaanvraag, betoelaagd" et "tekortkoming(en)" au lieu de "inbreuk(en)".

Dispositif

Article 1^{er}

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "met toepassing van artikel 4" au lieu de "in toepassing van art. 4".

Article 2

Dans l'article 1^{er}bis, paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'écrire "dit besluit en de uitvoeringsregels ervan" au lieu de "dit besluit en zijn uitvoeringsregels".

.../...

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"De minister kan onmiddellijk, dan wel in de loop van het administratief onderzoek betreffende de vastgestelde tekortkomingen beslissen de uitkering van de subsidies voor goedgekeurde activiteiten van de NGO te schorsen, of (...). Indien de minister beslist die voorlopige maatregel te nemen, wordt dit vermeld in de brief waarvan sprake is in § 1, ofwel (la suite comme au projet)".

Au paragraphe 3, on écrira "haar standpunt" au lieu de "zijn standpunt" et "verplaatst naar" au lieu de "verplaatst op".

Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, on écrira "dat er geen geldige redenen zijn voor" au lieu de "dat er geen gronden aanwezig zijn tot". La même observation vaut également pour le paragraphe 5.

L'alinéa 2 du même paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Indien de minister de bepalingen vermeld onder § 2 heeft toegepast, maakt hij terzelfder tijd een einde aan die voorlopige maatregel".

Au paragraphe 6, on écrira "een einde gemaakt" au lieu de "een einde gesteld".

Au paragraphe 7, on écrira "(...) in de aangetekende brief vermelde schorsingstermijn" au lieu de "in de aangetekende brief tot schorsing vermelde termijn".

Au paragraphe 8, on écrira "indien ernstige feiten zulks rechtvaardigen" au lieu de "indien dit door ernstige feiten wordt verantwoordt".

.../...

Article 11

Au paragraphe 6bis en projet, la deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit en néerlandais :

"Deze overgangperiode bedraagt één maand indien de dienstneming minder dan vierentwintig maanden heeft geduurd en twee maanden indien de dienstneming vierentwintig maanden of langer heeft geduurd."

Article 14

A l'article 11 nouveau en projet, il y a lieu d'écrire à l'alinéa 1^{er} "dienstnemingen" au lieu de "inzetten". A l'alinéa 2, on écrira "dat vastgesteld is" au lieu de "dat voorzien is".

Article 15

A l'article 18 nouveau en projet, on écrira "Het jaarlijks verslag" au lieu de "De jaarlijks verslaggeving".

Article 16

A l'alinéa 19 en projet, § 1^{er}, on écrira "begrotingspost" au lieu de "budgetpost" et "zijn uitgevoerd" au lieu de "worden uitgevoerd".

Article 17

On écrira "worden toegelaten" au lieu de "zijn toegelaten".

.../...

Article 18

Dans la première phrase de l'article 21, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire.
"De bedragen (...) worden vastgesteld".

Article 19

On écrira "De bijlagen 2, 3, 5 en 5bis bij hetzelfde besluit" au lieu de "De bijlagen (...) van hetzelfde besluit".

Article 20

On écrira "De artikelen 3, 4, 5 en de bijlagen 2 en 3 bij dit besluit hebben uitwerking met ingang van ... (la suite comme au projet)".

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp van ministerieel besluit brengt enkele wijzigingen aan in het ministerieel besluit van 25 september 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties. Zoals erop is gewezen in advies 32.566/4, dat heden is uitgebracht, zouden sommige van die wijzigingen onmiddellijk moeten worden verwerkt in het ontwerp van koninklijk besluit dat in dat advies wordt onderzocht, daar aan de minister vaak te verregaande bevoegdheden worden overgedragen.

Zulks is onder meer het geval met artikel 2 van het voorliggende ontwerp, waarin de procedures voor de schorsing en intrekking van de erkenning van de NGO's worden beschreven, de artikelen 6, 7, 8 en 11, van het ontwerp, in zoverre ze betrekking hebben op kernpunten van het statuut van de ontwikkelingswerker en artikel 14 van het ontwerp waarin wordt bepaald wat de activiteit inhoudt, die erin bestaat personen uit te zenden naar lokale partners.

Het ontworpen ministerieel besluit moet bijgevolg grondig worden herzien.

2. Het voormelde ministerieel besluit van 25 september 1998 verwijst naar verscheidene bedragen die in frank worden vermeld. Sommige van de bedragen worden in het ontwerp omgezet in euro's, andere echter niet. Deze bedragen moeten eveneens worden aangepast.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 2

Naast algemene opmerking 1, geeft deze bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Voorafgaande opmerking

Het geval waarin sommige ernstige tekortkomingen kunnen rechtvaardigen dat dringend een voorlopige maatregel wordt genomen tot schorsing van de betaling van de subsidies zou moeten worden geregeld in een afzonderlijke bepaling waarin op specifieke wijze de uitoefening van de rechten van de verdediging wordt georganiseerd. In elk van de beschouwde gevallen, moet de procedure beschreven worden door de logische afwikkeling van de verschillende fases ervan te volgen.

Met het oog daarop moet artikel 2 worden herschreven.

Het is onder voorbehoud hiervan dat de volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt.

1. Volgens de ontworpen bepaling kan een procedure tot schorsing of intrekking van een erkenning in gang worden gezet wanneer wordt vastgesteld dat de NGO "niet meer aan de voorwaarden van de erkenning voldoet, dat er ernstige tekortkomingen zijn bij de naleving van de bepalingen van dit besluit en zijn uitvoeringsregels, of dat de NGO niet meewerkt aan de uitoefening van de controle".

Als men die grieven vergelijkt met die in het ontworpen artikel 5, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 18 juli 1997 (artikel 7 van het genoemde ontwerp), blijkt eveneens dat de erkenning kan worden geschorst of ingetrokken als een NGO "op ernstige wijze het vertrouwen van het publiek beschaamt, indien er zware tekortkomingen blijken bij de naleving van de bepalingen van dit besluit (...)".

Onder voorbehoud van de opmerking die is gemaakt onder artikel 7 van het ontwerp van koninklijk besluit dat heden is onderzocht onder het nummer 32.566/4, dienen beide teksten dezelfde grieven op te nemen om uiteenlopende interpretaties te voorkomen.

2. De ontworpen paragraaf 3 van artikel 2 luidt als volgt : "De NGO beschikt over een termijn van zestig kalenderdagen, ingaande de dag na ontvangst van de aangetekende brief bedoeld in § 1, om zijn standpunt aangaande de vastgestelde inbreuken in een bezwaarschrift gericht tot de minister uiteen te zetten".

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden de NGO zich ook niet zou kunnen verdedigen ten aanzien van de voorlopige maatregelen die tegen haar worden genomen, aangezien die maatregelen nauw verbonden zijn met de ernst van de vastgestelde tekortkomingen van deze NGO, inzonderheid wanneer die maatregelen worden ter kennis gebracht in een "later gemotiveerd schrijven" waarnaar paragraaf 3 niet verwijst.

Het zou beter zijn eveneens te preciseren dat de NGO haar verweermiddelen bij aangetekende brief moet toezenden aan de minister.

3. De ontworpen paragraaf 3, tweede lid, bepaalt tevens : "De NGO heeft het recht om binnen deze termijn door de minister gehoord te worden en beschikt over alle rechten van verdediging". In deze bepaling zou duidelijk de inhoud van die rechten van verdediging moeten worden vermeld, aangezien het om een administratieve procedure gaat. Zo rijst de vraag binnen welke termijn de NGO het administratief dossier met de resultaten van het administratief onderzoek mag inkijken ? Mag zij zich laten bijstaan door een persoon van haar keuze ?

4. Volgens de ontworpen paragraaf 5, tweede lid, kan de minister gedurende de periode waarin de erkenning wordt geschorst, "bewarende maatregelen nemen om de resultaten van de lopende activiteiten te vrijwaren". De Raad van State heeft bedenkingen bij de strekking van die bewarende maatregelen. Uit de uitleg van de gemachtigde van de Staatssecretaris blijkt dat het woord "bewarende" niet geschikt is. De bedoeling is onder meer de minister in de mogelijkheid te stellen een andere NGO aan te wijzen die de taken van de in gebreke blijvende NGO gedeeltelijk op zich neemt.

Deze bedoeling zou duidelijker tot uiting moeten komen in de ontworpen tekst.

.../...

5. In paragraaf 7 moeten de gevallen waarin de intrekking kan worden bevolen als een wisselmogelijkheid worden voorgesteld en niet, zoals in het ontwerp, als voorwaarden die tegelijk vervuld moeten zijn.

6. In de ontworpen paragraaf 8 dienen in de Franse tekst de woorden "au point 5" vervangen te worden door de woorden "au paragraphe 5".

7. Gelet op algemene opmerking 2 die is gemaakt in het voormelde advies 32.566/4, moeten de paragrafen 9 en 10 vervallen.

Artikel 14

Er wordt niet alleen verwezen naar algemene opmerking 1, maar eveneens naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 11 van het ontwerp van koninklijk besluit dat heden is onderzocht onder het nummer 32.566/4.

Artikel 18

Volgens deze bepaling gaat het erom artikel 21, tweede lid, eerste zin, van het voormelde ministerieel besluit van 25 september 1998 te vervangen. De Raad van State vraagt zich evenwel af of de ontworpen wijziging geen betrekking heeft op het gehele tweede lid.

Uit de door de gemachtigde van de Staatssecretaris verstrekte uitleg blijkt dat zulks beslist het geval is. De inleidende zin van deze bepaling moet bijgevolg dienovereenkomstig gecorrigeerd worden.

.../...

Artikel 20

Volgens de gemachtigde van de Staatssecretaris is de terugwerking tot 1 januari 2002 niet gerechtvaardigd voor alle bepalingen van het ontwerp die in artikel 20 worden opgesomd. Die bepaling moet bijgevolg worden herzien zodat de terugwerking wordt beperkt tot hetgeen strikt noodzakelijk is voor de rechtszekerheid.

OPMERKINGEN BETREFFENDE DE BIJLAGEN

1. De modellen van "programma", "actieplan" of "financieel jaarverslag", die zijn opgenomen in de bijlagen bij het ontworpen ministerieel besluit, mogen geen regels bevatten die niet in het dispositief zelf zijn vastgesteld. De bijlagen moeten hoofdzakelijk de inhoud van de bepalingen van het besluit uiteenzetten, maar mogen de betekenis ervan niet wijzigen, noch dat dispositief aanvullen met andere vereisten.

Sommige ontworpen bijlagen zijn evenwel niet louter beschrijvend, doch bepalen de inhoud van sommige boekhoudkundige verplichtingen die nu eens rusten op de NGO's die een subsidie ontvangen, dan weer op de lokale partners.

De steller van het ontwerp moet er dus voor zorgen dat de ontworpen bijlagen zich ertoe beperken het kader te vermelden waarbinnen de aanvrager de cijfers en de informatie moet verstrekken die noodzakelijk zijn voor het onderzoek van zijn aanvraag.

Bijlage 2

De commentaar die voorafgaat aan de voorstelling van de verschillende onderdelen van het programma heeft onder meer betrekking op de opnoeming van de verschillende criteria die in aanmerking zullen worden genomen om de kwaliteit te beoordelen van een door een NGO of een samenwerkingsverband van NGO's voorgesteld programma.

.../...

In verband met een "samenwerkingsverband" van NGO's wordt verwezen naar de algemene opmerking die is gemaakt in het voormelde advies 32.566/4.

De criteria moeten worden opgenomen in het voormelde koninklijk besluit van 18 juli 1997 in zoverre zij kernpunten van de aangelegenheid vormen.

Die criteria moeten bijgevolg worden weggelaten uit de ontworpen bijlage 2.

Bijlage 5

Deze bijlage beschrijft de inhoud van het financieel verslag, maar legt tevens bepaalde verplichtingen op aan de NGO's die een subsidie ontvangen. Zo moeten zij ter beschikking van de Belgische controlerende instantie stellen "alle boekhoudkundige stukken en de verantwoordingsstukken" zoals "bankuittreksels, ontvangstbewijzen, kasstukken, facturen, boekhoudkundige stukken, onkostennota's, valorisatiebewijzen, instapkaarten enz.". Ook voor de door de lokale partner gedane uitgaven moet de NGO eveneens beschikken over die boekhoudkundige- en bewijsstukken of over een auditverslag met betrekking tot de boekhouding van de lokale organisatie.

Zulke verplichtingen moeten duidelijk blijken uit het dispositief van het voormelde koninklijk besluit van 18 juli 1997.

Artikel 5bis

1. In verband met een "samenwerkingsverband" van NGO's wordt verwezen naar algemene opmerking 2 die is gemaakt in het voormelde advies 32.566/4.

.../...

2. Deze bijlage heeft eveneens betrekking op de subsidies die worden verleend aan de NGO's door andere openbare overheden. Ook hier wordt in de bijlage bepaald in welke mate die subsidies een rol kunnen spelen in de inbreng van de NGO voor activiteiten van het type "partnerfinanciering", "educatie" en "dienstverlening".

Op dat punt wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 15 van het heden onder nummer 32.566/4 onderzochte ontwerp van koninklijk besluit.

3. Bij de stukken die aan de Raad van State zijn toegezonden zit een tabel met als opschrift "Financieel rapport - model 7C" alsmede "Actieplan jaar (...)" waarin geen enkele verwijzing staat naar een bepaalde bijlage.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Staatssecretaris moet die tabel gevoegd worden bij bijlage 5bis; hetzelfde geldt voor de tabellen met de modellen 1, 2, 3, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 5, 6, 7a, 7b en 7d van het financieel verslag.

WETGEVINGSTECHNISCHE OPMERKINGEN ⁽¹⁾

Algemene opmerkingen

1. Alle wijzigingen die worden aangebracht in één artikel moeten worden samengebracht in één enkel wijzigingsartikel.

2. Wanneer een wijzigingsbepaling een artikel in zijn geheel vervangt, dient het nummer van het artikel opnieuw te worden geschreven.

⁽¹⁾ Voor de redactie van het ontworpen ministerieel besluit kunnen de stellers van het ontwerp teruggrijpen op de nieuwe circulaire over de wetgevingstechniek (november 2001) die door de Raad van State is opgesteld. Zij kan worden ingekeken op de volgende website «<http://www.raadvst-consetat.be>».

3. De in een tekst aangebrachte wijzigingen moeten tussen aanhalingstekens worden geplaatst.

4. In de Franse tekst schrijve men "§ 1^{er}" in plaats van "§ 1".

5. Zoals gebruikelijk is, schrijve men "euro's" en niet "EUR".

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid schrijve men "inzonderheid op artikel 10" in plaats van "inzonderheid artikel 10".

2. Het tweede lid moet worden aangevuld met de woorden "gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 78.315 van de Raad van State en gewijzigd bij het koninklijk besluit van (...);".

3. Het vijfde lid moet als volgt worden geredigeerd : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van (...)".

4. Het zesde lid moet vervangen worden door de volgende twee leden :

"Gelet op het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 32.567/4 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

.../...

Bijlagen

Aan het slot van elke bijlage van het ontwerp dient de volgende formule te worden toegevoegd :

"Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van (...) tot wijziging van het ministerieel besluit van 25 september 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties".

Bovendien moet elke bijlage worden ondertekend door de ondertekenaar van het ontworpen ministerieel besluit, in casu de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.

Opmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat te wensen over wat een correct taalgebruik betreft. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan.

In het hele ontwerp zou het beter zijn "subsidie(s), subsidieaanvraag, gesubsidieerd," te schrijven in plaats van "toelage(n), toelage-aanvraag, betoelaagd" en "tekortkoming(en)" in plaats van "inbreuk(en)".

Dispositief

Artikel 1

In het tweede lid schrijve men "met toepassing van artikel 4" in plaats van "in toepassing van art. 4".

.../...

Artikel 2

In het ontworpen artikel 1bis, paragraaf 1, schrijve men "dit besluit en de uitvoeringsregels ervan" in plaats van "dit besluit en zijn uitvoeringsregels".

Paragraaf 2 zou beter worden gesteld als volgt :

"De minister kan onmiddellijk, dan wel in de loop van het administratief onderzoek betreffende de vastgestelde tekortkomingen beslissen de uitkering van de subsidies voor goedgekeurde activiteiten van de NGO te schorsen, of (...). Indien de minister beslist die voorlopige maatregel te nemen, wordt dit vermeld in de brief waarvan sprake is in § 1, ofwel (voorts zoals in het ontwerp)".

In paragraaf 3 schrijve men "haar standpunt" in plaats van "zijn standpunt" en "verplaatst naar" in plaats van "verplaatst op".

In paragraaf 4, eerste lid, schrijve men "dat er geen geldige redenen zijn voor" in plaats van "dat er geen gronden aanwezig zijn tot". Dezelfde opmerking geldt ook voor paragraaf 5.

Het tweede lid van dezelfde paragraaf 4 zou beter worden gesteld als volgt :

"Indien de minister de bepalingen vermeld onder § 2 heeft toegepast, maakt hij terzelfdertijd een einde aan die voorlopige maatregel".

In paragraaf 6 schrijve men "een einde gemaakt" in plaats van "een einde gesteld".

In paragraaf 7 schrijve men : "(...) in de aangetekende brief vermelde schorsingstermijn" in plaats van "in de aangetekende brief tot schorsing vermelde termijn".

In paragraaf 8 schrijve men : "indien ernstige feiten zulks rechtvaardigen" in plaats van "indien dit door ernstige feiten wordt verantwoordt".

.../...

Artikel 11

In de ontworpen paragraaf 6bis zou de tweede zin beter worden gesteld als volgt :

"Deze overgangperiode bedraagt één maand indien de dienstneming minder dan vierentwintig maanden heeft geduurd en twee maanden indien de dienstneming vierentwintig maanden of langer heeft geduurd.".

Artikel 14

In het nieuw ontworpen artikel 11 schrijve men in het eerste lid "dienstnemingen" in plaats van "inzetten". In het tweede lid schrijve men "dat vastgesteld is" in plaats van "dat voorzien is".

Artikel 15

In het nieuw ontworpen artikel 18 schrijve men "Het jaarlijks verslag" in plaats van "De jaarlijks verslaggeving".

Artikel 16

In het ontworpen artikel 19, § 1, schrijve men "begrotingspost" in plaats van "budgetpost" en "zijn uitgevoerd" in plaats van "worden uitgevoerd".

Artikel 17

Men schrijve "worden toegelaten" in plaats van "zijn toegelaten".

.../...

Artikel 18

In de eerste zin van het ontworpen artikel 21, tweede lid, schrijve men "De bedragen (...) worden vastgesteld".

Artikel 19

Men schrijve "De bijlagen 2, 3, 5 en 5bis bij hetzelfde besluit" in plaats van "De bijlagen (...) van hetzelfde besluit".

Artikel 20

Men schrijve : "De artikelen 3, 4, 5 en de bijlagen 2 en 3 bij dit besluit hebben uitwerking met ingang van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS